

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 25 avril 1983

La séance est ouverte à 11 heures.

● (1105)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le jeudi 21 avril, de la motion de M. Lalonde: Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement de M^{lle} Carney (p. 24689).

● (1110)

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, vous vous rappelez que l'automne dernier, avant que le chômage atteigne ce niveau inacceptable et qu'il frappe 2 millions de Canadiens, le premier ministre (M. Trudeau) nous a offert des homélies télévisées au cours desquelles il a demandé aux Canadiens, par-dessous tout, d'avoir confiance. En parcourant des coupures de presse, j'ai retrouvé des manchettes comme celles-ci: «Trudeau incite les Canadiens à la confiance», «Seule la confiance peut faire baisser les prix, selon Trudeau». Ces articles ont paru dans le *Globe and Mail* le 21 octobre 1982.

Voici ce qu'il déclarait lors de son entretien du 20 octobre 1982:

J'insiste sur la confiance, car les résultats obtenus jusqu'ici sont précaires et fragiles. Nous devons renforcer notre confiance mutuelle, car c'est le seul lien qui va nous permettre de conjuguer nos efforts et nos énergies pour affronter les défis qui se présentent à nous.

Le premier ministre nous demandait donc, il y a six mois, de bien croire que lui et ses collègues allaient donner l'impulsion qu'il faudrait pour surmonter nos problèmes économiques; il nous invitait à collaborer et à lui faire confiance, à croire en lui. Six mois plus tard—six mois qui ont été tortueux—le Canada compte des centaines de milliers de nouveaux chômeurs, notre déficit a atteint un sommet astronomique et le gouvernement nous présente un budget qui est censé être une panacée. Je m'attarderai dans un moment sur certaines des mesures budgétaires.

Je voudrais tout d'abord attirer votre attention sur les dernières méditations, ou plutôt diatribes, du premier ministre sur le thème de la confiance. Ces réflexions sont loin d'être philosophiques. Dans sa conférence de presse du 22 avril, soit vendredi dernier, il est revenu sur le sujet de la confiance entre Canadiens. Rejetant son appel à la confiance mutuelle d'il y a six mois, il nous gronde cette fois, il nous réprimande parce qu'il doute de notre capacité de dépenser judicieusement.

Voyons les manchettes qui coiffaient les comptes rendus de ce sermon du premier ministre. Selon la *Gazette* de Montréal

du 23 avril: «Pas question de faire confiance à la population en réduisant les impôts, dit le premier ministre». Le même jour, le *Whig Standard* de Kingston affirmait: «On ne peut compter que les Canadiens achèteront des produits canadiens, dit Trudeau». Selon le premier ministre, le gouvernement n'a pas réduit la taxe de vente dans le budget, parce que les consommateurs n'achètent pas de produits canadiens; on ne peut leur faire confiance parce qu'ils achètent des produits importés ou voyagent à l'étranger. Il a ensuite ajouté qu'il n'accorderait pas de concession fiscale aux fabricants parce qu'on ne pouvait pas compter sur eux pour en faire profiter les consommateurs. Il refusait également d'accorder plus d'argent aux provinces, car comment être certain qu'elles ne l'empocheraient pas tout simplement?

Voilà ce que le premier ministre pense maintenant de la confiance qui règne entre les Canadiens et le gouvernement. C'est un tout autre son de cloche qu'il y a six mois.

Que dit-il maintenant? On ne saurait compter que les Canadiens vont agir dans les intérêts bien compris de leur pays. S'ils avaient plus d'argent, ils auraient plutôt tendance à aller le dépenser à l'étranger. Pourtant, monsieur le Président, quand il voyageait dans le sud-est de l'Asie au début de l'année, ce même premier ministre avait dit qu'il ne se souciait pas vraiment du sort des Canadiens, parce qu'ils étaient tous sans doute en train de se dorer au soleil des tropiques ou de s'amuser sur les pentes de ski.

● (1115)

On peut vraiment dire, monsieur le Président, que la façon dont le premier ministre comprend les Canadiens moyens dépasse tout entendement. A l'entendre, on ne peut pas leur faire confiance et qu'à la première occasion, ils iront se prélasser à l'étranger. Le problème, c'est que le premier ministre juge les autres Canadiens d'après lui-même. Cela montre bien à quel point il a perdu contact avec la réalité. Comment peut-il croire que les deux millions de chômeurs canadiens vont aller s'amuser sur les pentes de ski? Comment peut-il imaginer que les propriétaires de maison, les agriculteurs et les petits exploitants qui se désespèrent d'avoir perdu leur maison, leur entreprise ou leur ferme se prélassent sur la plage maintenant que leurs problèmes financiers sont chose du passé?

Le premier ministre et les ministériels sont déphasés et je tiens à le signaler au député d'Ottawa-Centre (M. Evans) s'il est d'accord avec ce que le premier ministre a déclaré à sa conférence de presse de vendredi dernier; pas question de faire confiance aux Canadiens, pas question de compter sur eux pour dépanner leur pays. Mieux vaut pour lui de se renseigner sur ce que font vraiment les Canadiens ordinaires. Mieux vaut pour lui de se rendre compte à quel point on peut faire confiance aux Canadiens. Voilà ce que je voulais dire au député d'Ottawa-Centre.